



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2559
18 août 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Guerres, crises, chômage...

Combattre la barbarie du capitalisme!



**Non au projet
Macron**
**Manifestons
le 12 septembre**
page 3

Migrants
**Les puissances
européennes
contre les ONG**
page 7

Oufs contaminés
**Le profit
dangereux
pour la santé**
page 12

Trump et la Corée du Nord : c'est la folie du monde impérialiste qu'il faut combattre

Depuis plusieurs semaines, on assiste à une escalade verbale entre le président américain et Kim Jong-un, le dirigeant de la Corée du Nord. Après que Trump a menacé de déchaîner le « feu et la fureur » sur ce pays de 25 millions d'habitants, évoquant même la possibilité de faire usage de l'arme nucléaire, Kim Jong-un a annoncé son intention de frapper l'île de Guam, possession américaine dans le Pacifique où sont installées des bases militaires.

Trump est coutumier de ce type de déclarations. Quant aux dirigeants de la Corée du Nord, la démagogie nationaliste antiméricaine leur a toujours servi à justifier leur dictature.

Mais, au-delà des fanfaronnades de son président actuel, il y a la politique de l'impérialisme américain qui ne tolère pas qu'un État lui tienne tête. Et c'est bien ce qui est reproché au régime nord-coréen depuis sa naissance au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. De 1950 à 1953, les États-Unis ont mené en Corée une guerre qui a fait plusieurs millions de morts. Dans les années qui ont suivi, la Corée du Nord a été soumise à un embargo qui dure encore aujourd'hui. Chaque année, à la même époque, l'armée américaine, aux côtés de celle de la Corée du Sud, se livre à des manœuvres militaires ouvertement dirigées contre l'État nord-coréen.

Pour le moment, les gesticulations de Trump et du dirigeant coréen s'apparentent à une partie de poker menteur où ni les uns ni les autres ne souhaitent réellement entrer en guerre. Mais il y a quand même des raisons de s'inquiéter de ce bruit de bottes persistant parce que, en multipliant les foyers de tension, du Moyen-Orient à cette région de l'Asie, l'impérialisme a transformé le monde en une véritable poudrière.

Dans le passé, en août 1945, c'est la volonté d'affirmer la suprématie des États-Unis sur le monde qui a amené les dirigeants américains à lancer deux bombes atomiques sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki. Plus récemment, en 2003, pour renverser le dictateur irakien Saddam Hussein qu'ils jugeaient trop indocile, ils se sont lancés dans une aventure militaire qui a plongé l'ensemble du

Moyen-Orient dans le chaos et la guerre. « *Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage* », écrivait le dirigeant socialiste Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. Eh bien, rien n'a changé sur le fond : ce sont toujours les rivalités entre grandes puissances, la recherche du profit par la minorité privilégiée qui domine la société, qui plongent aujourd'hui bien des peuples de la planète dans des guerres barbares.

En voyant les villes détruites de Mossoul en Irak ou d'Alep en Syrie, ou le Yémen dont la population meurt du choléra, conséquence d'une guerre qui dure depuis des années, comment ne pas parler de barbarie ? La barbarie du monde impérialiste, ce sont aussi ces femmes et ces hommes fuyant la misère et les guerres, tentant de franchir la Méditerranée sur des embarcations qui menacent de chavirer à tout instant, alors que les frontières des États européens se hérissent de barbelés pour les refouler.

Ici même, en France, la population ne meurt pas sous les bombes. Mais la bourgeoisie mène aux travailleurs et aux classes populaires une guerre d'un autre type. À coup de plans de licenciements, en imposant des plans d'économies aux dépens de la protection sociale, aux dépens des systèmes de retraite et de santé, la bourgeoisie et les gouvernements à son service condamnent des millions de femmes et d'hommes à l'insécurité sociale, à la pauvreté, voire à la misère.

Alors, oui, il y a bien toutes les raisons de s'inquiéter de la folie de ce monde impérialiste incapable de sortir de la crise, engendrant toujours plus de misère et de guerres. Ici, en France, l'actualité est de défendre nos conditions d'existence en refusant les reculs sociaux que le gouvernement projette d'imposer. Mais on ne pourra en finir avec la guerre, le chômage et la misère qu'en renversant le capitalisme. Il est essentiel qu'il y ait des femmes et des hommes pour défendre autour d'eux, dans les entreprises et dans les quartiers populaires, la nécessité pour les travailleurs de mener le combat pour exproprier la grande bourgeoisie et pouvoir ainsi mettre les richesses et les principaux moyens de production au service de la collectivité.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Contrats aidés en baisse	4
Pensions de retraite versées en retard	4
Pécresse détrouse les jeunes	4
Arrêts de travail : pressions sur les médecins	4
AP-HP : les drôles de valeurs de Martin Hirsch	5
Implants contraceptifs	5
Les Baras continuent la lutte à Bagnole-Les Lilas	5
Le maire de Villejuif veut fermer la Bourse du travail	5
Œufs contaminés : le profit contre la santé	12
Cosne-sur-Loire : fermeture des restos du cœur	12

DANS LE MONDE	
Haïti : la mobilisation ouvrière est payante	6
Des milliers d'Haïtiens fuient le régime Trump	6
États-Unis : assassinée à Charlottesville par les suprémacistes	6
Migrants en Méditerranée : les puissances européennes contre les ONG	7
Turquie : l'état d'urgence, un outil contre les travailleurs	7
Burkina Faso : les interventions françaises alimentent le terrorisme	8
Israël-Palestine : un nouveau mur	8
Chili : l'IVG, un droit à conquérir	8
IL Y A 70 ANS	
Indépendance de l'Inde : une partition sanglante imposée par la Grande-Bretagne	9

ENTREPRISES	
Des oppositions attisées, sinon créées, par le colonisateur	9
Renault : profits augmentés, exploitation et précarité aussi	10
Eurocargo Rail : non aux suppressions de postes !	10
Smart - Hambach : vers la journée de 10 heures ?	10
SNCF - Ligne Grenoble-Gap : menaces de fermeture	10
Paimbœuf : grève à la maison de retraite	10
Sanofi - Vitry-sur-Seine : riposte aux sanctions	12
RUSSIE 1917	
Août 1917 : la classe ouvrière relève la tête	11
CARAVANES	
Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre	12

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Contre les ordonnances de Macron : manifestons le 12 septembre !

C'est dans la semaine du 21 août que devrait être dévoilé partiellement, aux représentants du patronat et à ceux des confédérations syndicales, le contenu des ordonnances sur la réforme du Code du travail. Puis viendrait, selon le calendrier gouvernemental, la présentation de l'intégralité du projet le 31 août, après son passage devant le Conseil d'État.

Toute la logistique macroniste est en place. Le directeur de cabinet de la ministre du Travail occupe ses congés à peaufiner les ordonnances. Le conseiller social de l'Élysée est déjà de retour pour y mettre la dernière touche. Un groupe d'experts serait attelé à la tâche, dans le plus grand secret, dans les bureaux de la direction générale du Travail. Une telle mise en scène ne dissimule en rien – ou plutôt fait tout pour rendre claires – l'aggravation de la loi El Khomri et l'attaque généralisée contre le monde du travail qui se prépare.

« Si à la sortie on a de l'eau claire, on continuera à s'enfoncer dans une morosité économique », menace

un dirigeant de la CPME, la confédération des petites et moyennes entreprises. Les patrons se réjouissent à voix haute de pouvoir dorénavant licencier comme bon leur semble, libérés des quelques réglementations qu'ils considéraient comme des entraves, et se procurer à leur gré une main-d'œuvre la moins chère possible, le temps jugé nécessaire, aux horaires correspondant aux besoins de leur production.

Personne ne peut douter qu'une batterie de nouvelles attaques se profile contre des millions de travailleurs, avec ou sans emploi, sans compter celles qui toucheront les travailleurs retraités. Qu'il s'agisse de donner la priorité aux

accords d'entreprise, décidés parfois par le seul patron, appuyés sur un référendum organisé par ses soins ; qu'il s'agisse de faciliter le licenciement des salariés qui ne pourraient se plier au nouveau règlement ou sous tout autre prétexte ; qu'il s'agisse de vider progressivement de son contenu le compte pénibilité, présenté comme un progrès par les dirigeants de la CFDT. Même un dirigeant de la confédération syndicale des cadres, la CFE-CGC, considère que la réforme Macron du Code du travail est « un projet qui nous fait régresser de pratiquement trente ans ».

Et ce n'est qu'un volet du projet de Macron. On le sait déjà suffisamment, ne serait-ce qu'avec l'annonce de la diminution des APL et les 20 milliards de restrictions de dépenses publiques, il a prévu de serrer la vis à tous les travailleurs, y compris aux plus pauvres. La réforme du Code du travail, réclamée de longue date par le patronat, est aussi



un drapeau : elle désigne la cible de Macron et de la bourgeoisie, le monde du travail. Les travailleurs se doivent de répondre à la hauteur de l'attaque.

Satisfaites par l'organisation de quelques heures de rencontres, dont elles ne peuvent ignorer qu'elles constituent une mascarade, les directions syndicales jouent plus ou moins le jeu souhaité par Macron et

Philippe. Mais la CGT, Solidaires et des militants de FO et de la FSU appellent à une journée de grève et de manifestations le 12 septembre. Il reste trois semaines pour préparer cette mobilisation. Et, pour mettre un coup d'arrêt au plan d'attaques de la bourgeoisie, ce ne devra être qu'un début.

Viviane Lafont

Baisse de l'ISF : l'argent va à l'argent

Pour célébrer les cent jours du gouvernement Macron, Christophe Castaner, son porte-parole, a passé en revue les mesures prises ou à venir. Parmi elles, on trouve la réforme de l'impôt sur la fortune (ISF), qui, en ne taxant plus les revenus financiers, ferait perdre aux finances publiques au moins deux milliards d'euros à court terme.

Pour justifier cette réforme, le gouvernement met en avant la nécessité de récupérer des capitaux qui pourraient s'investir dans les petites et moyennes entreprises. C'est ce que Castaner présente comme un moyen de « financer

l'économie réelle » et de créer des emplois !

Cette fable, tous les gouvernements l'ont utilisée pour justifier les divers cadeaux aux capitalistes : les milliards du crédit impôt recherche (CIR), ou du crédit impôt compétitivité emploi (CICE), n'ont servi qu'à remplir les coffres des actionnaires sans créer de l'emploi. Et ils ont plus profité aux grosses sociétés qu'aux PME.

On ne voit pas pourquoi les plus riches, les premiers concernés par la réforme, iraient investir dans ce qui leur rapporte moins qu'un placement financier. Spéculer sur les monnaies, les matières premières, acheter

et vendre des actions, c'est le quotidien de la finance et c'est ce qui rapporte. Et quand les capitaux s'intéressent aux entreprises ce n'est pas pour investir mais pour les racheter et les revendre plus cher après avoir licencié ou pour les démanteler, comme on l'a vu récemment avec le groupe Vivarte.

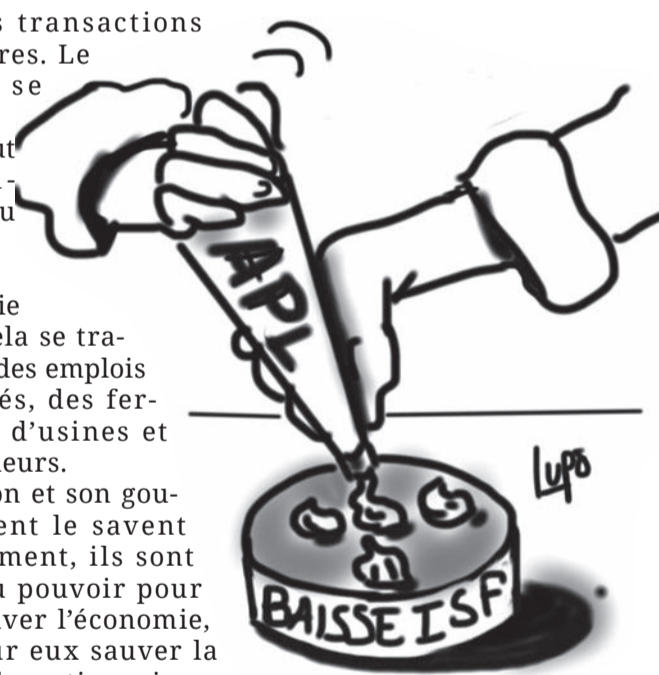
Même des sociétés relativement importantes qui font appel à des capitaux ont du mal à attirer des investisseurs. En 2016, selon des chiffres cités par Médiapart, la somme totale investie en un an dans les entreprises cotées en France a été l'équivalent de deux jours d'échanges

dans les transactions financières. Le capital se consacre avant tout à fabriquer... du capital.

Dans l'économie réelle, cela se traduit par des emplois mal payés, des fermetures d'usines et des chômeurs.

Macron et son gouvernement le savent parfaitement, ils sont venus au pouvoir pour cela. Sauver l'économie, c'est pour eux sauver la fortune des actionnaires.

Sylvie Maréchal



Sondages : Macron populaire... chez les patrons

Les sondages de popularité indiquent que celles de Macron et de son Premier ministre sont en chute libre. Cette dégringolade nous a valu des monceaux de commentaires dans les médias, sur la fin d'un état de grâce dont seraient victimes notre sémillant président et son équipe. Comme si c'était une surprise !

Qu'on se rappelle, ce n'est pourtant pas vieux :

si Macron et En marche sont sortis vainqueurs de la compétition de mai-juin dernier, ce ne fut pas à l'issue d'un raz-de-marée électoral. Bien au contraire. Au premier tour de la présidentielle Macron n'avait recueilli que 18,19 % des voix des électeurs inscrits. Quant à sa majorité parlementaire, elle a été obtenue à l'issue d'un scrutin marqué par une abstention dépassant

57 %, auxquels il faut ajouter plus de 4 % de votes nuls et blancs. Ce sondage à grande échelle que sont les élections montre donc que, dès le départ, l'ex-ministre du gouvernement Hollande-Valls n'a connu ni popularité ni état de grâce. S'il a accédé à l'Élysée, ce fut plus par défaut que par enthousiasme ou par adhésion. Et c'est encore plus vrai dans les milieux populaires, qui

ont vu en lui, à juste titre, l'homme des banquiers et de la finance.

À dire vrai, des hommes politiques comme Macron, formatés pour servir le grand patronat, n'ont pas leur popularité pour premier souci. Ils tiennent leur légitimité bien plus des milieux d'affaires que des suffrages des électeurs. Macron le dit, et soyons sûrs qu'il essaiera de le faire : il remplira la

mission que lui a confiée la bourgeoisie, tout comme ses prédécesseurs Sarkozy ou Hollande.

Sauf si le monde du travail relève le défi. Face à l'offensive tous azimuts préparée par le patronat, et mise en œuvre par Macron, il est nécessaire et vital de se préparer à la riposte. Avec la même détermination que Macron et ses soutiens.

Jean-Pierre Vial

LEUR SOCIÉTÉ

Contrats aidés en baisse : une attaque de plus

Alors qu'à La Réunion la rentrée scolaire devait avoir lieu le 18 août, les 24 maires de l'île menacent de repousser celle des écoles primaires et maternelles. Ils affirment qu'ils ne pourront pas assurer la sécurité des enfants dans les transports scolaires, les cantines, ainsi que toutes les tâches qui leur incombent.

Ces tâches sont essentiellement effectuées par des travailleurs en contrats aidés, avec généralement une durée de six mois, renouvelables dans certaines conditions. Ce type de contrat ne coûte quasiment rien à l'employeur car le salaire est payé en grande partie par l'État. Il y a quelques jours, le préfet de La Réunion a annoncé qu'il y aurait que 1 800 contrats aidés, au lieu des 3 298 demandés par les maires.

Le gouvernement avait prétendu mi-juillet qu'il avait augmenté le budget

dédié aux contrats aidés. Mais la ministre du Travail, Murielle Pénicaud, a fini par avouer que son objectif, 110 000 contrats sur le second semestre, est en baisse de 40 % par rapport au premier. En juin, les contrats d'avenir, destinés aux jeunes, ont déjà été supprimés.

Ces emplois dits d'insertion sont en réalité devenus indispensables au bon fonctionnement des établissements scolaires, des maisons de retraite, des hôpitaux et de bien d'autres administrations encore.



La fonction d'accompagnant d'élève handicapé par exemple est essentiellement assurée par des personnes en contrat aidé.

Ces contrats, qui ont changé de nom à plusieurs reprises, existent depuis 1984. Des milliers de chômeurs se sont retrouvés à travailler à mi-temps, par intermittence, pour un salaire de 680 euros par mois. Certains d'ailleurs ont des carrières constituées de ce type de contrats.

La réaction des maires et députés de La Réunion met particulièrement en lumière la nécessité de conserver et même de

pérenniser ces postes. Une grande partie des associations et services publics de l'île, en particulier, ont recours à ces travailleurs pour compenser le manque de subventions, des besoins nouveaux ou la baisse des budgets.

Le gouvernement rejette la responsabilité sur ses prédécesseurs, qui ont utilisé au premier semestre deux tiers des crédits annuels alloués, de façon à faire baisser les chiffres du chômage. La ministre, en réduisant les contrats aidés, prétend qu'il faut former les chômeurs pour qu'ils puissent trouver un

emploi. En attendant, elle augmente le nombre de ceux qui n'auront même pas un contrat précaire pour sortir la tête de l'eau.

Cette décision est une attaque supplémentaire contre le monde du travail, contre ceux qui voient une possibilité d'échapper au chômage au moins momentanément, contre les salariés qui devront assumer une plus grande charge de travail et contre l'ensemble des classes populaires qui en subiront les conséquences par une dégradation accrue des services.

Inès Rabah

Pensions de retraites : versées en retard

Selon la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) elle-même, le traitement de 4 400 dossiers de retraite était en retard au 31 juillet, rien qu'en Île-de-France. Des syndicats parlent, eux, de 20 000 dossiers en souffrance, et des retraités de Normandie seraient aussi touchés.

Cela fait déjà plusieurs années qu'il est difficile pour les nouveaux retraités d'obtenir le paiement de leur pension. Ainsi, en 2014, un grand nombre de nouveaux retraités, entre autres dans le Nord-Picardie et le Languedoc-Roussillon, se sont retrouvés pendant des mois sans pension de retraite.

En 2015, le gouvernement avait proposé une loi sur le « droit à la retraite opposable » qui, en théorie, permet de toucher sa pension le mois suivant son départ à la retraite, à condition que le dossier ait été déposé complet quatre mois auparavant. Comme la CNAV a supprimé 10 % des emplois ces quatre

dernières années, la situation est de nouveau très tendue.

Le temps moyen de traitement des dossiers des

nouveaux retraités, qui était de 90 jours, est passé à 113 jours en juillet. Du coup, 11,7 % des retraites ont eu du retard en Île-de-France

ce mois-là.

Le ministère des Affaires sociales jure qu'il prendra le problème à bras le corps en recrutant quelques CDD, ce qui ne résout pas le problème de fond. Il prétend qu'ainsi les personnes en détresse financière recevront une pension minimum, en attendant que les

droits à la retraite aient eu le temps d'être calculés et le montant de la pension déterminé.

Cela reste à voir. Mais, derrière les discours convenus sur le respect dû aux anciens, il y a l'indifférence des gouvernements aux petits soins pour les riches.

Lucien Déroit

Seine-Saint-Denis : Péresse détousse les jeunes

Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France, a décidé de revoir à la baisse la subvention transport que la région accordait jusqu'alors aux élèves boursiers de Seine-Saint-Denis. Jusqu'à présent, ils bénéficiaient d'une subvention de 236 ou de 122 euros, selon les revenus des familles.

Dans les autres départements d'Île-de-France, cette somme était financée

pour moitié par la région et pour l'autre par le département. En Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus pauvres et les plus jeunes, qui comporte de ce fait de nombreux élèves boursiers, un accord prévoyait que la région prendrait en charge 66 % de la somme, le reste revenant au département, déjà fortement endetté.

Mais Péresse et sa majorité ont changé les

règles et décidé unilatéralement que ce serait 50-50. Le département a accepté de compenser la charge supplémentaire pour les élèves des collèges, mais a refusé de prendre en charge les 300 000 euros de subvention attribués aux élèves des lycées. Ces derniers devront donc déboursier 33 euros supplémentaires pour payer leur carte de transport.

La présidente de droite

de la région Île-de-France s'en prend une nouvelle fois aux plus démunis pour faire des économies. C'est d'autant plus scandaleux qu'elle avait promis de ne pas augmenter le Pass Navigo, promesse qu'elle a déjà reniée deux fois en deux ans. La FCPE du 93 fait circuler une pétition pour protester contre ce nouveau mauvais coup.

Aline Urbain

Arrêts de travail : pressions sur les médecins

Le syndicat de médecins généralistes MG France dénonce le harcèlement que la Sécurité sociale fait subir aux généralistes pour leur imposer de prescrire moins de jours d'arrêts de travail.

Cette pression n'est pas nouvelle mais s'accroît d'année en année. Les médecins qui arrêtent statistiquement un peu plus que leurs confrères sont dans le collimateur des gestionnaires de l'Assurance-maladie.

En 2015, plus de

16 000 médecins ont été rappelés à l'ordre et menacés d'une procédure leur fixant un objectif chiffré de réduction du nombre de prescriptions d'arrêts de travail. Cela risque de s'aggraver, car l'Assurance-maladie, qui verse annuellement

9 milliards d'indemnités journalières aux salariés en arrêt, vient de s'engager pour 2018 à les réduire de 100 millions d'euros. Les gestionnaires de la Sécurité sociale ne peuvent pourtant pas ignorer l'augmentation du nombre de patients usés par leur travail, physiquement ou psychologiquement. Comme ils n'ignorent pas non plus que les médecins voient de plus

en plus de salariés souffrant de pathologies graves, mais qui veulent travailler coûte que coûte, car ils ont peur de se faire mal voir ou de perdre leur emploi en s'arrêtant.

La feuille de route a été fixée par le gouvernement : il faut faire des économies, et faire la chasse aux médecins qui prescriraient trop d'arrêts-maladie.

Le syndicat des médecins

généralistes souligne que le métier consiste à soigner, et que l'arrêt de travail fait partie des outils qu'ils ont pour remplir cette mission « dans un monde professionnel de plus en plus dur ». Il dénonce « cette guerre injuste » que leur mène l'Assurance-maladie, et que subissent avant tout leurs patients. Les médecins savent de quoi ils parlent.

Serge Fauveau

AP-HP : les drôles de valeurs de Martin Hirsch

Le 11 août, Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP, a fait afficher un *Manifeste des valeurs* dans les 39 hôpitaux de l'AP-HP. Ce *Manifeste* se veut un code de bonne conduite, engageant le personnel à respecter ses valeurs et ses devoirs à l'égard des patients.

Truffé de phrases ronflantes sur « la haute conception du service public hospitalier », « l'égal accès à des soins de qualité », « le rayonnement international de notre pays et de sa médecine », ce texte est d'abord du blabla, selon l'expression de Christophe Prudhomme, urgentiste à l'hôpital Avicenne, qui a déclaré : « L'hôpital va mal. Ce dont on a besoin ce n'est pas d'une charte mais de moyens pour soigner les patients correctement et entretenir nos locaux. »

Le blabla de Hirsch n'est pas seulement ridicule : il est révoltant. D'abord, il insinue que, si les patients sont mal accueillis, mal soignés, mal informés, ce serait non pas à cause du manque de matériel et du

sous-effectif, mais à cause du personnel soignant, oublieux de ses valeurs. D'autre part, derrière ces mots, Hirsch cherche à cacher combien la réforme qui porte son nom a été dévastatrice pour les infirmiers et les aides-soignants.

Ce plan, annoncé en 2015, s'inscrivait dans la continuité de celui de Marisol Touraine, alors ministre de la Santé, qui voulait économiser 3 milliards d'euros supplémentaires dans les hôpitaux publics, avec 22 000 suppressions de postes par an sur trois ans. Entré en vigueur en septembre 2016, le plan Hirsch a augmenté la flexibilité du personnel et supprimé de trois à dix jours de congés par an et par salarié.

Pendant la mobilisation



En mai 2015, les salariés des hôpitaux manifestaient contre le plan Hirsch.

contre ce plan, en juin 2015, une jeune infirmière de l'hôpital Saint-Louis lui a écrit une lettre ouverte. Elle lui disait notamment : « Je vous invite à venir examiner notre quotidien, avec sa charge de travail, son lot de souffrances, de fins de vie, de soins palliatifs. Venez à nos places tenter de réparer les vivants, passer vos

journées à courir sans avoir le temps de manger ni d'uriner. Comment osez-vous penser une seule seconde à nous supprimer des jours de congés, si précieux pour nous ressourcer ? Dois-je vous rappeler que nous travaillons un week-end sur deux, voire plus ? Que nous ne comptons pas nos heures lorsqu'il faut rester plus tard pour gérer une situation de crise ? Vous voulez réaliser des économies sur notre dos : ce n'est ni éthique ni moral. Nous prenons soin de vos grands-mères atteintes

d'Alzheimer, de vos oncles atteints de leucémie, de vos enfants atteints de drépanocytose. Vous devriez gonfler le budget hospitalier, et surtout nos salaires, nous les petits personnels, qui avons les mains dans la merde, au propre comme au figuré. »

Deux ans plus tard, la situation a empiré. Et ce n'est pas un bout de papier affiché dans les services qui fera oublier la responsabilité de Hirsch et de l'État dans la situation calamiteuse des hôpitaux.

Julie Lemée

Implants contraceptifs : action en justice contre Bayer

L'Union européenne vient de décider la suspension pour une durée de trois mois des implants contraceptifs Essure du laboratoire allemand Bayer. Officiellement, c'est le temps nécessaire pour juger du rapport bénéfice-risque de ce dispositif contraceptif et décider éventuellement son retrait du marché.

C'est la mort d'une femme de 40 ans en février 2017 qui avait décidé l'association Resist (Réseau d'entraide, de soutien et d'informations sur la stérilisation tubaire) à intenter en justice une action de groupe contre Bayer. Le drame fait suite à une série inquiétante de signalements divers et variés concernant des implants de stérilisation définitive, des dispositifs implantés dans une trompe de manière à bloquer le passage des spermatozoïdes : problèmes de tolérance au nickel présent dans l'appareil, problèmes lors des opérations de pose, manque d'informations...

400 femmes ont confié leur dossier à l'avocat de Resist, qui a également défendu les victimes du Mediator et de la Dépakine, mais il pourrait y en avoir bien d'autres, car un million d'implants Essure ont été vendus dans le monde dont 140 000 en France, depuis 2011. Les plaignantes veulent faire reconnaître la responsabilité de Bayer.

Trois des plaignantes

ont obtenu la nomination d'un expert, mais elles doivent déboursier elles-mêmes 3 000 euros chacune pour faire reconnaître le préjudice dont elles ont été victimes. Avec la décision de l'Union européenne, qui vient à la suite de celle de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM)

qui avait placé ces implants sous surveillance renforcée en 2015, et alors que plus de mille femmes ont souffert de dysfonctionnements ou d'effets indésirables (perforation d'organes ou douleurs insupportables), Bayer est contraint d'arrêter la commercialisation de son dispositif, et c'est bien la moindre des choses.

Implants mammaires PIP, Mediator, Dépakine : plus encore que pour d'autres domaines, laisser la santé des populations aux mains des capitalistes est un véritable crime.

Camille Paglieri

Villejuif : le maire veut fermer la Bourse du travail

Les unions locales des divers syndicats de Villejuif, dans le Val-de-Marne, sont sommées de quitter leurs locaux avant la fin du mois sous peine de 200 euros d'astreinte quotidienne. Ils doivent de plus 2 000 euros chacun à la municipalité au titre des frais de justice. C'est du moins ce qu'ordonne le tribunal, sur demande du maire (LR).

Ce dernier justifie sa décision en prétendant

que la mise à disposition gratuite des locaux représente un manque à gagner de 70 000 euros mensuels pour la municipalité. Pour lui, c'est un peu cher pour défendre les droits des travailleurs. Il oublie de préciser quelles sommes la mairie verse, directement et indirectement, chaque mois pour défendre ou faire défendre les intérêts patronaux.

P. G.

Bagnolet - Les Lilas : les Baras continuent la lutte

Le 29 juin dernier, 250 travailleurs africains sans papiers, organisés en collectif, les Baras, étaient expulsés par des CRS des locaux inutilisés de Pôle emploi qu'ils occupaient, à Bagnolet. C'était la cinquième fois qu'ils étaient chassés depuis 2011. Depuis cinq ans, c'est en restant ensemble qu'ils ont pu tenir et se défendre, tout en tissant des liens de solidarité avec bien des habitants des localités qu'ils ont habitées.

Lorsque la police les a délogés fin juin, ils se sont installés sous un pont d'autoroute au métro Gallieni, décidés à rester groupés et à continuer à se faire entendre. Depuis un mois et demi, des habitants et des militants leur apportent leur soutien matériel et humain. La mairie PS quant à elle, les a laissés sans solution et leur a même interdit d'installer des tentes.

Le 9 août, pour pouvoir dormir à l'abri, les Baras ont décidé d'occuper les anciens locaux de la Blanchisserie des Lilas, une usine désaffectée depuis que le

patron, l'entreprise RLD, l'a fermée pour accroître ses profits en réduisant le nombre de ses établissements. Le dimanche suivant, ils ont déployé leurs banderoles dans les étages, affichant « Un toit pour tous ! » et « Régularisation de tous les sans-papiers ! » La police municipale puis la police nationale sont venues constater l'occupation, tandis que des habitants et des militants étaient là pour marquer leur soutien aux Baras. Certains sont ensuite allés voir les voisins de la blanchisserie pour distribuer un tract et discuter de la situation.

Les Baras ont pris des précautions juridiques en faisant venir un huissier à l'avance afin de bénéficier du délai des procédures après plusieurs jours d'occupation. Mais ils savent aussi que les pouvoirs publics peuvent prononcer leur expulsion d'un jour à l'autre.

Ils se battent pour sortir de cette précarité permanente et du cercle vicieux de l'illégalité.

Correspondant LO

Haiti : la mobilisation ouvrière est payante

Depuis trois mois, les travailleurs des zones industrielles d'Haïti manifestent pour des augmentations de salaire, exigeant un salaire minimum mensuel de 800 gourdes, au lieu de 300. Le 27 juillet, le gouvernement s'est résolu à l'augmenter de 50 gourdes. L'éditorial du 30 juillet du journal *La voix des travailleurs*, édité par nos camarades de l'OTR, l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti-UCI) commente ainsi ce résultat :

Suite aux trois dernières manifestations imposantes, respectivement en direction du ministère des Affaires sociales, du Parlement et du Palais national, le président Jovenel Moïse s'est vu obligé de revenir sur sa décision dilatoire de confier l'augmentation du salaire minimum au Conseil supérieur des salaires (CSS) : il a annoncé lui-même officiellement jeudi 27 juillet le relèvement du salaire minimum à 350 gourdes. Il ajoute ainsi 15 gourdes à la proposition de 35 gourdes du CSS, rejetée d'un revers de main par les travailleurs en lutte, d'abord, et par le Sénat ensuite.

C'est certes une victoire pour les travailleurs, due à leur mobilisation, mais le compte est loin d'être bon. Le président doit revoir son cahier, puisqu'il manque encore 450 gourdes pour satisfaire à la revendication principale des 800 gourdes. Pourquoi le chef de l'État, ce véritable moulin à promesses pour berner la population pauvre, ne double ou triple-t-il pas le salaire minimum, comme il le fait pour les taxes dans le nouveau budget à voter et pour les tarifs du transport en commun, après l'augmentation des prix des produits pétroliers ? Qu'est-ce qui l'en empêche ?

À genoux aux pieds des patrons, le chef de l'État ainsi que ces derniers d'ailleurs s'apprétaient à tourner le dos aux revendications mises en avant par les travailleurs,

pariant sur la fin de la mobilisation qui avait démarré dès le 1^{er} mai dernier. Après trois mois, ils espéraient que le mouvement s'essouffle comme d'habitude, mais la conscientisation des travailleurs a déjoué leur calcul. *Byen konte, mal kalkile*. Des dizaines de milliers de travailleurs relèvent la tête, gardent le moral, tiennent bon malgré la répression du pouvoir et les repréailles des patrons. Des travailleurs du Parc Sonapi comme ceux de Sonapi (MBI) et de SISA (à Tabarre) ont été sévèrement bastonnés, la plupart dans l'enceinte même de leur usine.

Gaz lacrymogènes, eau acidulée, coups de crosse de fusil, arrestations, quadrillage de la zone industrielle, etc. : la police nationale a déployé tout son arsenal répressif pour tenter d'écraser le mouvement. En vain. Les patrons, de leur côté, après avoir lâché massivement des tracts pour tenter de démobiliser les ouvriers, ont procédé à des révocations massives. La mobilisation continue de plus belle.

[...] Les manifestants ont arraché 50 gourdes des griffes des patrons et de leurs valets au gouvernement, mais cet ajustement ne sera pas pris en compte par les patrons sans l'intervention des ouvriers. En outre, les travailleurs, dans la grande majorité, restent insatisfaits parce qu'ils se sont battus pour 800 gourdes et non pour 350 gourdes, qui ne représentent même pas la moitié du salaire de base exigé. Mais les travailleurs commencent à bien comprendre la leçon qu'ils n'obtiendront que ce



Des ouvriers manifestent sur la route de l'aéroport en mai 2017.

qu'ils auront été capables d'arracher par leurs luttes. C'est bien une question de rapport de force !

[...] Pour les travailleurs qui se sont engagés dans ce combat et pour ceux qui ne le sont pas encore, la mobilisation doit continuer en la portant au sein des usines, là où ça fait mal aux patrons, en mettant en place des

comités de lutte à l'intérieur même des usines en vue de faire échec aux révocations, d'exiger la réintégration des ouvriers licenciés, de faire appliquer sans tarder les 50 gourdes d'ajustement, tout en exigeant les 800 gourdes et les accompagnements sociaux.

La voix des travailleurs (OTR)

Des milliers d'Haïtiens fuient le régime Trump

À Saint-Bernard-De-Lacolle, au sud de Québec, la police canadienne a installé depuis quelques jours des centaines de tentes à la frontière avec les États-Unis. Elles serviront à enregistrer et à héberger les migrants, principalement haïtiens, qui passent cette frontière à pied.

Depuis juillet, au moins 2 500 Haïtiens ont emprunté cette route, jusqu'à 500 certains jours. Arrêtés à leur entrée au Canada pour avoir traversé la frontière illégalement, ils déposent une demande d'asile. Certains sont ensuite hébergés dans leur famille déjà présente au Canada, d'autres au stade olympique de Montréal, qui est déjà saturé.

Ces Haïtiens, habitant et travaillant aux USA depuis

des années, s'inquiètent de la suppression de leur statut de protection temporaire. En effet, après le tremblement de terre de janvier 2010, le gouvernement Obama avait instauré ce statut, qui avait donné un répit à 58 000 Haïtiens en situation irrégulière sur le territoire américain. Le gouvernement s'engageait à ne pas les expulser en raison de la situation en Haïti. Ce statut temporaire devrait

prendre fin en janvier 2018, après une ultime prolongation de six mois pour leur permettre, d'après le gouvernement Trump, de préparer leur retour. L'argument était que la situation économique en Haïti s'est largement améliorée.

Ce n'est pas l'avis de ces travailleurs. Ils savent que, si les profits des entreprises présentes en Haïti, très souvent américaines, ont repris, la situation est tout autre pour les classes populaires. Après le séisme de 2010 et l'épidémie de choléra dont les soldats de l'ONU contaminés sont à l'origine, les conséquences du passage de l'ouragan Matthew

en octobre 2016 ont mis en évidence le fait que 78 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

Les Haïtiens, comme les 11 millions d'autres de travailleurs en situation irrégulière aux États-Unis, vivent avec l'angoisse de l'expulsion. Sous Obama, entre 2009 et 2016, plus de 3 millions de migrants ont été expulsés, plus que sous aucun autre président américain. Avec entre autres l'embauche de 5 000 agents des douanes et de 10 000 agents de l'immigration, Trump menace d'aller plus loin dans cette politique.

Elisa Carron

États-Unis : assassinée à Charlottesville par les suprémacistes

Samedi 12 août, l'extrême droite américaine appelait à un rassemblement à Charlottesville, en Virginie. S'y sont retrouvés des néo-nazis et ceux qu'on appelle les suprémacistes, nostalgiques de l'esclavage, qui revendiquent la suprématie des Blancs, essentiellement sur les Noirs.

Pour répondre à cette provocation, une contre-manifestation avait été organisée le même jour. Très vite, des affrontements ont éclaté, la police a tenté de disperser la foule. Mais un homme a foncé délibérément en voiture sur les manifestants

antiracistes, tuant une jeune femme et blessant plusieurs personnes. L'homme participait au rassemblement de l'extrême droite et a été présenté comme « fasciné par les nazis ».

Les suprémacistes avaient appelé à manifester contre la

décision de la ville de déboulonner une statue du général Lee, commandant la principale armée sudiste lors de la guerre de Sécession, défendant l'esclavage qui sévissait avant 1863 dans le sud des États-Unis.

Depuis des années, un mouvement milite aux États-Unis pour que les statues et monuments érigés à la gloire des défenseurs de l'esclavage soient enlevés de l'espace public. Ainsi, après une tuerie à Charleston en Caroline du Sud, perpétrée en 2015 par

un jeune raciste, les drapeaux confédérés sudistes ont été retirés devant le bâtiment du gouvernement de cet État, et deux statues de généraux sudistes, dont le même général Lee, avaient été déboulonnées à la Nouvelle-Orléans.

Lors de son élection, Trump en 2016 a plus que flatté les racistes et suprémacistes, dont certains de ses conseillers sont issus. Les discours de Trump sur la grandeur de l'Amérique, contre les immigrés accusés d'être des violeurs et des

bandits, n'ont fait qu'encourager ces milieux.

L'agression de Charlottesville n'est que le dernier épisode d'une longue liste de discriminations, d'emprisonnements, de meurtres, frappant en particulier la population noire. Comme le prouve l'immunité dont ont bénéficié presque tous les policiers blancs ayant tué des Noirs ces dernières années, l'appareil d'État américain est le garant de la conservation de cet ordre social injuste.

Camille Paglieri

Migrants en Méditerranée: les puissances européennes contre les ONG

Le gouvernement italien mène campagne depuis des semaines contre les ONG, accusées de créer un appel d'air en aidant les migrants en Méditerranée. Il a tenté de faire signer un code de bonne conduite à ces dernières pour restreindre leurs mouvements. À ce jour, un seul bateau avait accepté de signer, en refusant toutefois la présence de policiers armés à son bord.

Aux pressions du gouvernement italien s'ajoutent aujourd'hui celles des deux factions qui se disputent le pouvoir en Libye. Ces bandes armées interviennent désormais contre les migrants et les ONG au nom des puissances européennes et avec leurs subventions. Par exemple, le 8 août, le bateau de l'organisation espagnole Proactive Open Arms avait été menacé par des gardes-côtes libyens. Ce navire s'était retrouvé face à une vedette d'hommes «formés et financés par l'UE», avait souligné dans un tweet

l'organisation humanitaire. Ces militaires avaient tiré en l'air pour obliger le bateau

à faire demi-tour. Comme le gouvernement italien, les militaires libyens prétendent que les ONG aident les passeurs. Tripoli vient d'ailleurs d'annoncer la création de sa propre zone de recherche et de sauvetage et a interdit aux ONG de patrouiller au large des côtes libyennes.

Les organisations humanitaires craignent que les

autorités libyennes maltraitent les migrants. Elles disposent de témoignages sur le traitement que subissent les migrants en Libye. Depuis le début de la crise migratoire, 50 000 personnes seraient mortes noyées en Méditerranée. Sur la seule année 2016, SOS-Méditerranée estime que 5 000 personnes sont mortes. Les organisations secourent 25% des migrants, les autres sont sauvés par les garde-côtes italiens et les bateaux de commerce. Alors, le retrait des bateaux des humanitaires va accroître le nombre des victimes.

Le gouvernement italien comme le gouvernement français en sont bien conscients. Macron souhaite que les autorités libyennes reprennent le rôle que jouait Kadhafi en son temps, ou Erdogan en Turquie, en bloquant les migrants sur place

aux pires conditions. Qu'ils survivent, meurent, est le cadet des soucis de Macron. Il suffit qu'ils soient bloqués. Le commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, Khalifa Haftar, qui dirige la partie est du pays, en profite pour essayer de monnayer son intervention et explique: «Le président français Emmanuel Macron m'a demandé ce dont on a besoin. Je suis en train de lui envoyer une liste.»

Les gouvernements français et italien seront responsables des morts à venir en Méditerranée. Car les migrants continueront à tenter par tous les moyens d'atteindre l'Europe. Les puissances européennes n'arrêteront pas le flux migratoire, ils le rendront seulement plus long, plus dangereux.

Aline Urbain



Les militants du Proactive Open Arms au secours des migrants.

Turquie: l'état d'urgence, un outil contre les travailleurs

L'article suivant est traduit du journal du mois d'août de nos camarades de Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)

Lors de la dernière réunion du Müsiad, la confédération patronale de tendance islamiste, Erdogan s'est vanté de se servir de l'état d'exception, décrété après la tentative de coup d'État il y a un an, pour faire face aux menaces de grèves ouvrières. «Pourquoi vous plaignez-vous de l'état d'urgence, en quoi vous a-t-il gênés?», leur a-t-il demandé, ajoutant: «Si quelqu'un a un problème, qu'il vienne me voir.»

C'est la même chose dans la question des indemnités de licenciement. Erdogan s'appropriait à légiférer pour les supprimer, afin de tenir la promesse faite au patronat. Ce sont les grands patrons qui ont eu peur

des réactions éventuelles. Quand ils ont dit que pour l'instant le mieux était de ne toucher à rien, l'affaire en est restée là.

Quand il s'agit de servir les patrons, rien n'arrête le président Erdogan. Il se sert des lois, de toutes ses prérogatives et des moyens de l'État pour s'opposer à la volonté de millions d'ouvriers d'obtenir des salaires et des conditions de vie corrects. Il agit dans l'intérêt des patrons et ne s'en cache pas. C'est une évidence. Erdogan depuis son palais se croit tout permis.

Dans le passé un autre président, Özal, s'était comporté de la même façon. Mais les mineurs de Zonguldak l'avaient chassé du pouvoir,

eux qui s'étaient mobilisés en criant: «Le gros de Çankaya (le palais présidentiel d'alors), ennemi des travailleurs!» Özal, qui les craignait, avait mobilisé l'armée contre leur grève.

Cette dernière année, trois grèves ont été interdites par le pouvoir de l'AKP, le parti d'Erdogan, et au total il en a interdit douze depuis qu'il gouverne. Au total, 26 lois d'exception ont été adoptées, soit deux par mois, dans le cadre de l'application de l'état d'urgence. Selon un juriste, ces mesures ont abouti à la modification de 258 articles de loi, allant du domaine du sport à celui de l'aviation civile.

La dernière loi d'exception de l'AKP concernant les entreprises commence à entrer en application. L'article visant la sécurité du travail dans les entreprises où les risques sont élevés a été de nouveau suspendu jusqu'à la fin 2019. Et justement, selon les rapports des inspecteurs de travail, de nombreuses amendes pour non-respect de la sécurité ont été distribuées, depuis la grosse société gazière Tüpras jusqu'aux plus petites entreprises. Erdogan, qui a concentré tous les pouvoirs entre ses mains, est, comme il le dit lui-même, au service des patrons. Le sort des millions d'ouvriers et de leurs familles ne l'intéresse pas. S'il est en conflit



Erdogan au Müsiad, la confédération des patrons islamistes.

avec les «Fetö», les partisans de son rival Fethullah Gülen, qu'il accuse de vouloir «s'accaparer l'État», c'est d'abord parce qu'il ne veut pas que lui et son entourage le fasse.

Erdogan prétend que tout ce qu'il dit, tout ce qu'il veut, tout ce qu'il fait aujourd'hui est conforme à la loi, et que tous ceux qui s'y opposent sont nuisibles et suspects de terrorisme. Les travailleurs des grandes entreprises, qui bien que syndiqués ne peuvent plus défendre leurs salaires et leurs droits par leurs grèves et leurs luttes, ne sont pas les seuls à en subir les conséquences. La situation des travailleurs des plus petites entreprises devient encore pire.

Les patrons agissent d'une façon organisée, ils essaient de réduire au maximum les augmentations des salaires et de limiter le plus

possible les droits des travailleurs. Pour cela ils ont leur gouvernement, leur État, leur police, les tribunaux et l'ordre établi entièrement à leur service. Les patrons se sentent forts mais en réalité ils ont tort, car cette société ne peut tenir debout et fonctionner que grâce au travail quotidien des millions de travailleurs.

Le 15 juillet 2016, des dizaines de milliers de personnes s'étaient mobilisées pour riposter à la tentative de coup d'État d'une partie de l'armée. Le gouvernement d'Erdogan fait l'éloge des masses quand elles le défendent au risque de leur vie mais, quand les travailleurs défendent leurs salaires et leurs droits, alors rien ne va plus. Voilà la réalité du pouvoir d'Erdogan et de l'ordre qu'il impose.

Sinif Mücadelesi

Lisez **Lutte de classe**, la revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 185 (juillet-août 2017):

- Après la déroute des partis de l'alternance gauche-droite
- Les résultats de LO, du NPA et du PCF
- Où va le PCF?
- Le NPA à la recherche d'une politique
- Élections en Allemagne
- Après les élections britanniques
- Vers la destitution de Trump?
- Porto Rico en faillite

Prix: 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,85 euro.

Burkina Faso : les interventions françaises alimentent le terrorisme

Un attentat terroriste a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi dans un café-restaurant du centre-ville d'Ouagadougou. Le bilan est d'au moins 18 morts et 22 blessés. Les deux assaillants ont été tués par les forces spéciales de l'armée burkinabé. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais il ressemble à celui perpétré en janvier 2016 également à Ouagadougou par al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Cet attentat est médiatisé en France parce qu'il a eu lieu dans la capitale, dans un lieu fréquenté par des Occidentaux et qu'une des victimes est française. Il est révélateur de la situation au Burkina Faso.

Depuis deux ans, les attaques terroristes se multiplient, principalement dans le nord du pays près de la frontière du Mali. Ces opérations terroristes sont menées entre autres par Ansaroul Islam, un groupe terroriste burkinabé, qui s'est fait connaître lors de l'attaque d'un poste de sécurité en décembre 2016, où douze militaires avaient été tués.

Toute la population est visée. Par exemple, les djihadistes menacent les enseignants pour imposer l'étude du Coran et l'interdiction d'enseigner le français. Le 3 mars dernier, le meurtre d'un directeur d'école a provoqué la fuite des 1 677 enseignants de la province de Soum et donc la fermeture de toutes les écoles.

La situation au Burkina Faso est bien évidemment liée au développement de groupes djihadistes favorisé par l'intervention française en Libye et la chute de Kadhafi. Le déclenchement par la France de l'opération

Serval en 2013, devenue l'opération Barkhane en août 2014 en s'élargissant au Niger, au Burkina Faso, au Tchad et à la Mauritanie, était censée « *apporter la paix et protéger la population du terrorisme* ». L'opération a eu, comme on pouvait s'y attendre, l'effet inverse.

En fait, les gouvernements français n'ont jamais cessé d'intervenir dans la région. Le Burkina Faso a été une colonie française de 1895 à 1960. Devenu indépendant, il a eu successivement à sa tête des régimes militaires ou civils le plus souvent très proches de la France. Thomas Sankara, qui tenta de desserrer l'étau de l'impérialisme en 1983, fut assassiné en 1987 par son second Blaise Compaoré. Ce dernier eut le soutien de la France, jusqu'à ce que la population se révolte contre son régime en 2014, mais son clan resta au pouvoir avec l'aval de la France, qui se chargea d'ailleurs d'exfiltrer Blaise Compaoré et une partie de ses ministres vers la Côte d'Ivoire.

Le Burkina Faso est un des pays les plus pauvres d'Afrique, mais il possède des mines d'or et exporte du coton. Cela, outre sa position géographique, fait

que l'impérialisme français tient à conserver la haute main sur ses affaires.

Le pays aurait été protégé jusqu'en 2015 des attaques djihadistes par un accord tacite entre Blaise Compaoré et ceux-ci. Le dictateur, par ailleurs allié de la France, permettait aux chefs de bande d'avoir des bases au Burkina, moyennant quoi le pays était épargné par les attentats. Ces accords devenus caducs, les attentats terroristes frappent donc désormais le Burkina comme les pays voisins.

L'existence de ces mafias djihadistes ou simplement criminelles est l'un des fruits pourris laissés par l'impérialisme.

La France est la plus mal placée pour parler de protéger la population burkinabé contre le terrorisme. C'est, au contraire, l'armée française qui peut revendiquer le titre de plus ancienne, plus puissante et plus meurtrière bande terroriste sévissant dans cette région d'Afrique.

Elisa Carron



Attentat du 14 août à Ouagadougou.



Le mur de séparation à Jérusalem.

Israël-Palestine : un nouveau mur

Israël a entamé la construction d'un nouveau barrage contre les Palestiniens de Gaza, mais cette fois-ci il s'agit d'un mur souterrain, censé lutter contre les tunnels qui prolifèrent le long de ses frontières.

Depuis près de dix ans, depuis que le Hamas y est arrivé au pouvoir en 2007, la bande de Gaza, minuscule État de 360 km², est soumise à un blocus d'Israël. Enfermée derrière une clôture, elle subit des restrictions de circulation, bien sûr, mais aussi d'eau, d'électricité, de nourriture, de médicaments. À cette situation déjà catastrophique, s'ajoutent les nombreuses opérations militaires menées par l'armée israélienne; des opérations qui se sont soldées par des milliers de morts et des destructions d'habitations et d'infrastructures.

Pour s'opposer à cet enfermement, les habitants creusent des tunnels, tant vers l'Égypte que vers Israël, qui servent aussi bien à acheminer des vivres et

du matériel qu'à constituer des passages pour les commandos du Hamas.

Cela sert de justification au gouvernement de Benjamin Netanyahu pour entreprendre la construction de ce nouveau mur. Construit le long des 65 kilomètres de frontière entre Israël et Gaza, cet ouvrage équipé de détecteurs de mouvements, afin de repérer toute activité de creusement, sera même prolongé dans la mer par un quai flottant, censé arrêter des commandos maritimes. Le gouvernement israélien poursuit sa course sécuritaire. Après avoir érigé un mur à la limite de la Cisjordanie, il veut maintenant isoler totalement la population de Gaza. En multipliant ces provocations, ce n'est pas seulement les Palestiniens que Netanyahu enferme, c'est sa propre population, prisonnière d'une politique qui la fait vivre dans une tension permanente.

Camille Paglieri

Chili : l'IVG, un droit à conquérir

Le 2 août, le Sénat chilien a fini par approuver une loi dépénalisant partiellement l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Depuis 1989 l'IVG était totalement interdite au Chili, même si la grossesse mettait la femme en danger de mort. Le peine encourue allait de trois à cinq ans de prison.

Désormais, les femmes auront de droit d'avorter, mais seulement en cas de viol, de non-viabilité du fœtus ou de danger de mort de la mère lié à sa grossesse. D'après un collectif féministe chilien, ces conditions font que la loi ne concerne que 3% des avortements. Mais c'est encore

trop pour la droite parlementaire, qui a déposé un recours auprès du Tribunal constitutionnel.

Cette loi était une promesse de campagne de la présidente socialiste, Michelle Bachelet, dont le mandat s'arrête en mars 2018. Approuvé par la Chambre des députés en

mars 2016, le texte a néanmoins dû passer par plusieurs commissions et faire plusieurs allers-retours avec le Sénat. Des mois de débats houleux ont été souvent interrompus par les insultes proférées par des activistes religieux et des députés réactionnaires. Quant à l'Église catholique chilienne, fidèle soutien de la dictature de Pinochet en son temps, et en tout temps au service des forces réactionnaires, elle s'est opposée de toutes ses forces à cette loi, après s'être opposée aux lois autorisant le

divorce (2004) la pilule du lendemain (2010) ou le mariage homosexuel (2015).

En Amérique latine, la liberté d'avorter sans condition n'existe qu'à Cuba depuis 1965, dans la ville de Mexico depuis 2007 et en Uruguay depuis 2012. Dans les autres pays, dont maintenant le Chili, les dirigeants ne dépénalisent l'IVG que partiellement. Quant à l'interdiction, elle reste totale au Salvador, au Nicaragua, au Surinam, en Haïti, et en République dominicaine. Une situation qui existe aussi dans

une quinzaine de pays du reste du monde, dont les Philippines, le Sénégal, le Gabon, Madagascar, Malte, la Syrie, l'Irak. Sans compter que, dans de nombreux autres pays, la reconnaissance du droit d'interrompre une grossesse ne veut pas dire que toutes les femmes peuvent avoir recours à l'avortement libre et accessible financièrement, dans des conditions sanitaires et humaines satisfaisantes. Les droits des femmes restent à conquérir partout.

Julie Lemée

Indépendance de l'Inde : une partition sanglante imposée par la Grande-Bretagne

Cet article est traduit de la revue *Worker's Fight*, publiée par nos camarades de Grande-Bretagne (UCI).

Le 15 août 1947, l'Inde « britannique » acquit son indépendance. Mais, craignant qu'un sentiment de victoire ne permette au futur régime indien de résister à sa domination économique, tout en encourageant la rébellion grandissante des autres peuples colonisés contre leurs colonisateurs, le gouvernement britannique voulut s'assurer que l'indépendance aurait un coût exorbitant pour les masses indiennes. Il joua donc un jeu criminel, consistant à diviser pour régner, menant au bout du compte à la partition du sous-continent entre l'Inde et le Pakistan ; causant une des plus grandes et des plus sanglantes migrations de réfugiés des temps modernes ; léguant aussi un héritage toxique de guerres et d'extrémisme religieux.

La base de cette division artificielle était la politique coloniale du diviser pour régner, la création d'un système électoral basé sur la religion favorisant la loyale Ligue musulmane contre le parti nationaliste le plus important, le Congrès national indien qui, tout en professant un nationalisme à l'échelle de toute l'Inde, avait aussi des liens avec les groupes nationalistes hindous.

La mobilisation des masses pauvres d'Asie contre les pouvoirs coloniaux prit son essor à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En Chine, la paysannerie se souleva contre les propriétaires terriens et menaçait d'entraîner aussi le prolétariat urbain. En Malaisie, Indonésie et Indochine, après l'effondrement de l'occupation japonaise, le prolétariat s'insurgea contre le retour des vieilles puissances coloniales. En Inde, 20 000 marins de la marine royale indienne se mutinèrent en février 1946, déclenchant une vague de grèves de centaines de milliers de travailleurs.

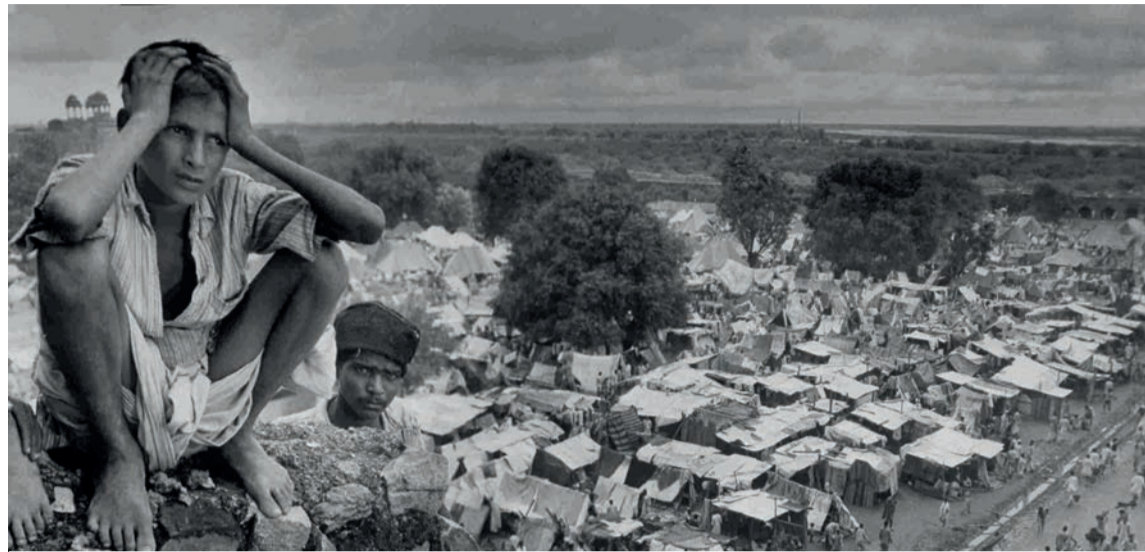
Ruiné par la guerre, l'impérialisme britannique ne pouvait plus se maintenir en Inde. Mais, devant partir, il ne voulait le faire qu'à ses propres conditions, pour conserver son influence politique et préserver les intérêts économiques des grandes entreprises britanniques. Pour cela, il fallait d'abord que les masses soient brisées. À cette fin, les autorités coloniales utilisèrent le Congrès national indien et la Ligue musulmane. Les deux partis représentaient les classes de propriétaires. Les deux avaient prouvé, en participant aux pouvoirs locaux, leur volonté

et leur habileté à faire taire les masses. Aucun ne voulait devoir aux masses mobilisées son accession au pouvoir.

Nehru, bientôt Premier ministre, allait dire plus tard de son parti du Congrès national indien qu'il était « sur les bords du volcan », un volcan prolétarien qui pouvait pulvériser tout à la fois le pouvoir colonial et la faible bourgeoisie indienne. Si les travailleurs avaient eu une véritable direction politique révolutionnaire, ils auraient pu se battre pour le pouvoir au nom de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Mais, en l'absence d'une telle politique, bien que la classe ouvrière prouvât sa volonté de se battre malgré les balles britanniques, elle ne put pas faire valoir ses propres intérêts.

L'unité de classe noyée dans la violence religieuse

En mai 1946, la mobilisation populaire marqua le pas. Mais personne ne savait quand elle repartirait



Un camp de réfugiés à Delhi après la partition.

de l'avant. Les dirigeants britanniques s'empressèrent de se dégager de cette situation explosive et de la laisser aux mains des élites indiennes. Ils proposèrent un plan de partage du pouvoir, au sein d'une fédération indienne organisée en provinces soit majoritairement hindoues, soit majoritairement musulmanes, où chaque acteur – le Congrès national indien, la Ligue musulmane et les États princiers (dirigés par les rajas) – contre-balancerait l'influence des autres.

Le parti du Congrès s'y opposa. Dans leur lutte pour le pouvoir, les deux principaux partis attisèrent les flammes de la violence religieuse. En août 1946, des émeutes communautaires furent organisées, dont les plus meurtrières eurent lieu à Calcutta. Ainsi, l'unité de la classe ouvrière qui s'était construite de janvier à mai fut noyée dans le sang des combats religieux fratricides. Le prolétariat payait dans sa chair l'absence d'un parti de classe pouvant agir au nom de tous les travailleurs contre tous les exploités,

coloniaux et indigènes.

Un héritage tragique

N'obtenant pas l'accord du parti du Congrès pour un partage du pouvoir au sein d'un État fédéral, la Ligue musulmane exigea la création, sur une base religieuse, d'un État séparé : le Pakistan. Le pouvoir colonial britannique n'y voyait que des avantages : un sous-continent divisé serait plus facile à contrôler après l'indépendance qu'un État asiatique géant.

En juillet 1947, le gouvernement britannique annonça qu'il partirait un mois plus tard, traçant à la va-vite une frontière artificielle entre l'Inde et un Pakistan non viable formé de deux territoires éloignés de 1 600 kilomètres. Très vite, des émeutes religieuses commencèrent, à l'instigation de gangs sectaires des deux côtés. Il y eut d'horribles tueries, des pillages, des incendies et des viols. Ceux qui habitaient du mauvais côté de la frontière furent forcés de quitter leur domicile. Laissant tout derrière eux, dix à douze millions de

réfugiés partirent sur les routes à pied pour franchir la nouvelle frontière. Au moins un million furent tués et 75 000 femmes violées.

Avec cynisme, l'impérialisme britannique put ainsi atteindre ses objectifs : remettre le pouvoir aux classes riches indiennes et pakistanaises et à leurs gangs religieux ; désamorcer le baril de poudre prolétarien ; et montrer aux autres colonies le prix terrible à payer pour l'indépendance. En même temps il gardait les deux nouveaux États sous influence, maintenant ses hauts fonctionnaires et ses généraux à la tête des nouveaux appareils d'État jusqu'en 1950.

L'héritage de cette partition pèse depuis des décennies sur les populations des deux pays, au travers de guerres récurrentes (actuellement au Cachemire), de l'éclatement violent du Pakistan en 1971 donnant naissance au Bangladesh, et du recours perpétuel à la démagogie et aux émeutes religieuses de la part des partis nationalistes.

Worker's Fight

Des oppositions attisées, sinon créées, par le colonisateur

Le sous-continent indien était une mosaïque ethnique, linguistique et religieuse d'une incroyable diversité, résultat de plus de trois millénaires de brassage des populations.

Au début du 19^e siècle, ayant éliminé ses rivaux européens, la Grande-Bretagne entreprit de piller les richesses de l'Inde. Elle eut recours aux méthodes les plus brutales, s'appuyant sur les forces et les traditions les plus rétrogrades : par exemple en revitalisant

et en institutionnalisant l'antique hiérarchie sociale des castes, qui était alors en voie de dissolution, ou en favorisant les multiples dynasties princières qui morcelaient l'Inde. Mais cela ne suffit pas à mettre la population au pas. Londres chercha donc à créer de toutes pièces une élite autochtone suffisamment servile pour assurer les fonctions administratives et répressives auxquelles le personnel colonial ne pouvait suffire. En 1885, les autorités britanniques

encouragèrent même la formation d'un parti politique destiné à représenter cette élite : le parti du Congrès.

Mal leur en prit. Le Congrès devint rapidement le berceau d'un nationalisme indien inconnu jusqu'alors. La Grande-Bretagne répondit en encourageant la formation, en 1906, de la Ligue musulmane, puis en lui créant un espace politique sous la forme d'un collège électoral musulman. Mais cela n'empêcha pas le nationalisme

indien de se radicaliser et de gagner du terrain dans une classe ouvrière en plein développement.

Pourtant, pendant encore deux décennies, ces grandes manœuvres politico-religieuses n'empêchèrent pas des centaines de millions d'Indiens de vivre ensemble, dans la même misère générale, dans les villes comme à la campagne, indépendamment de leurs religions différentes. Mais le virus du communautarisme était semé.

Jacques Fontenoy

Renault: profits augmentés, exploitation et précarité aussi

« Le groupe Renault affiche de nouveaux chiffres record pour un premier semestre », a déclaré son PDG Ghosn, le 28 juillet, lors de la présentation des résultats du premier semestre 2017. Le résultat net est de 2,4 milliards, à comparer au 1,5 milliard du premier semestre 2016. Ghosn peut être content, ainsi que les actionnaires, qui voient l'action augmenter de 59 %, à 8,77 euros au premier semestre 2017 au lieu de 5,51 euros un an plus tôt.

Ces profits sont le résultat d'une augmentation importante de l'exploitation. Les cadences dans les usines augmentent. Par exemple à l'usine de Douai, dans le Nord, la direction a imposé en avril dernier un rythme de 60 véhicules produits à l'heure, au lieu de 47 il y a sept mois. Mais, pour atteindre cet objectif, elle n'a embauché

aucun travailleur supplémentaire. Ce sont toujours 3400 embauchés et 2000 intérimaires qui montent ces modèles dits de haut de gamme qui rapportent tant à Renault.

Les changements ont été techniques: réorganisation des postes de travail, avec de plus en plus de robots pour apporter les pièces sur chaîne. La première conséquence est que les hommes sont censés suivre le rythme des robots: ils ont plus d'opérations à réaliser qu'auparavant, et en moins de temps. Partout, les cadences sont difficiles à tenir, surtout sur les chaînes de montage où les travailleurs intérimaires représentent entre 70 et 90% de l'effectif des usines. La précarité explose dans tous les sites. Les accidents du travail s'accroissent, de même que le nombre

de troubles musculo-squelettiques qui font souffrir toutes les articulations.

Que ce soit dans les usines ou les bureaux d'études, les travailleurs partis à la retraite ne sont pas remplacés. Ce sont plusieurs milliers de postes qui ont été supprimés. La flexibilité augmente: les volumes de production sont à un très haut niveau. Ainsi, les heures supplémentaires et les samedis travaillés imposés sont en augmentation.

Quant aux salaires, ils sont quasiment bloqués depuis 2013. Dans les usines, la direction a essayé avant les congés d'été de ne pas payer les heures supplémentaires des intérimaires. Mais à l'usine de Flins, dans les Yvelines, des groupes d'intérimaires se font fait respecter, ensemble ils ont fait reculer la direction.

Les milliards de profits accumulés depuis des années ont été créés par les travailleurs de Renault, les intérimaires, les prestataires. Alors, il y a de l'argent pour augmenter les salaires, embaucher tous les intérimaires, les prestataires: c'est même un dû.

Correspondant LO



Smart - Hambach: vers la journée de 10 heures ?

La direction de la Smart, à Hambach en Moselle, envisage très sérieusement de faire travailler les ouvriers 10 heures par jour, ce qui, avec les pauses, impliquerait de rester 10 heures 35 à l'usine.

Les pauses ne sont plus considérées comme du travail effectif. Avec les temps de transport, tous les jours, les travailleurs de la Smart

seraient pris près de douze heures par l'entreprise!

Au lieu de travailler en deux équipes, il n'y aurait plus qu'une équipe de dix

heures sur quatre jours. Combien d'emplois resteraient sur le carreau?

C'est une nouvelle provocation de la direction. Quelques mois après avoir imposé le retour aux 39 heures payées 37 et bouleversé les horaires de travail, la direction récidive et veut montrer que les travailleurs doivent se plier à ses quatre volontés.

C'est une politique délibérée. Le groupe Daimler, dont fait partie la Smart, a fait 8,78 milliards d'euros de profits en 2016. Son bénéfice d'exploitation a explosé au premier trimestre 2017 de 87%! Mais il en veut toujours plus, en maintenant une pression permanente et en bloquant les salaires: 0% d'augmentation depuis 2015, avec une prévision de 0% jusqu'en 2021.

Il n'y aura pas, espérons-le, à attendre jusqu'à la fin de l'année pour que les travailleurs se mettent en colère.

Correspondant LO

Paimbœuf: grève à la maison de retraite

Le 1^{er} août, une partie des soixante agents de la maison de retraite de Paimbœuf en Loire-Atlantique ont fait grève, à l'appel de la CGT, soutenus par quelques résidents. Pour les salariés, il s'agissait de défendre leurs conditions de travail et les conditions de vie de leurs patients, qui se dégradent d'année en année. À cinq pour s'occuper de la toilette de 58 personnes le matin, c'est la chaîne! C'est ce

dont se plaint le personnel, qui est de plus en plus sous pression pour soigner correctement ces résidents.

Le directeur a embauché trois jeunes qui effectuent leur service civique pour faire l'animation et permettre aux salariés de prendre leurs congés. Payés au lance-pierres quelques mois, ils ne suffiront pas. Il serait grand temps d'embaucher pour de bon!

Correspondant LO

Eurocargo Rail: non aux suppressions de postes!

Eurocargo Rail est une entreprise de fret ferroviaire, où travaillent plus de 1 100 salariés. La direction a annoncé début août la suppression de 126 postes. À Coquelles, près de Calais et du tunnel sous la Manche, 14 postes sur 60 seraient supprimés.

Le prétexte invoqué est la prétendue perte de 25,5 millions d'euros de l'entreprise en 2016. Sans réelle transparence des comptes, il est impossible de savoir quelle est vraiment la réalité, d'autant qu'Eurocargo Rail est intégré comme une poupée russe dans un amas de filiales.

Eurocargo Rail est la branche française de Deutsche Bahn Cargo, qui elle-même est la branche ferroviaire de Deutsche Bahn Schenker (l'équivalent de Géodis pour la

SNCF), filiale logistique de la Deutsche Bahn.

La Deutsche Bahn a annoncé pour le premier semestre 2017 une augmentation de 17% de ses bénéfices, tous secteurs confondus, pour atteindre 1,18 milliard d'euros. Cela n'empêche pas ses dirigeants de réclamer des pouvoirs publics, allemands comme français, plus d'aides et d'investissements dans le rail, transport de marchandises comme transport de voyageurs.

Les prétendues pertes d'Eurocargo Rail ne représenteraient que 2% des bénéfices semestriels de la maison mère. Et si les difficultés étaient réelles? Les bénéfices présents et passés de l'entreprise sont là pour que personne ne se retrouve sur le carreau.

Correspondant LO

SNCF - ligne Grenoble-Gap: menaces de fermeture

Les conseils départementaux de l'Isère et des Hautes-Alpes ont annoncé au début de l'été leur intention de ne pas poursuivre leur financement de la ligne Grenoble-Gap. Celle-ci relie les deux chefs-lieux de département, en passant par Veynes, où elle croise trois autres lignes vers Valence, Briançon et Marseille. Ces menaces font suite à la prise de position de Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ces messieurs invoquent le faible nombre de passagers sur cette ligne (600 par jour selon eux), comparé au coût (50 millions d'euros)

des travaux de rénovation. Pourtant cette desserte par le rail est particulièrement utile pour tous les usagers, étudiants ou travailleurs, entre Grenoble et Monétier, au sud, où elle fait office de train de banlieue. Sans cette desserte, ce seront des centaines de voitures en plus qui viendront s'entasser dans le couloir d'arrivée dans l'agglomération grenobloise.

S'attaquer aux services publics, c'est une obsession pour les Wauquiez en tout genre, et c'est toujours aux dépens de la population laborieuse.

Correspondant LO



Croisement de TER en gare d'Aspres-sur-Buëch.

Août 1917 : la classe ouvrière relève la tête

En août 1917, les classes dirigeantes et les principaux chefs militaires, dont le commandant en chef, Kornilov, ne cachent plus leur volonté d'écraser définitivement la révolution. À la tête du gouvernement, Kerenski partage leurs aspirations. Ayant lancé les armées russes dans une nouvelle offensive, rétabli la peine de mort au front et assuré l'impérialisme français et britannique de sa fidélité aux buts de guerre de la Russie tsariste, il tente de se maintenir au pouvoir en prétendant maintenir un équilibre entre les aspirations révolutionnaires des masses ouvrières et des soldats et les objectifs contre-révolutionnaires des généraux sur lesquels il s'appuie. La classe ouvrière, qui ne veut plus entendre parler de guerre et de vaines promesses, a repris espoir. Elle se tourne massivement vers les bolcheviks et continue d'apprendre en agissant. Dans Les dix jours qui ébranlèrent le monde, le socialiste et journaliste américain John Reed, qui découvre alors la Russie, rend compte de cette effervescence.

« Sur le front, les soldats luttèrent contre les officiers et apprenaient à se gouverner eux-mêmes, au moyen de leurs comités. Dans les usines, les comités d'usines, ces organisations russes uniques, gagnaient de l'expérience et de la force et réalisaient leur mission historique en luttant avec l'ancien ordre des choses. Toute la Russie apprenait à lire, et elle lisait — l'économie politique, l'histoire — parce que le peuple désirait savoir. Dans toutes les villes, grandes et petites, sur le front, chaque fraction politique avait son journal, quelquefois elle en avait même plusieurs. Des pamphlets, par centaines de mille, étaient distribués par des milliers d'organisations et répandus dans les armées, dans les villages, les usines, les rues. La soif

d'instruction, si longtemps réprimée, avec la révolution prit la forme d'un véritable délire.

Du seul Institut Smolny [le quartier général du Parti bolchevik], pendant les six premiers mois, sortaient chaque jour des trains et des voitures chargés de littérature pour saturer le pays. La Russie, insatiable, absorbait toute matière imprimée comme le sable chaud absorbe de l'eau. Et ce n'était point des fables, de l'histoire falsifiée, de la religion diluée et des romans corrompus à bon marché, mais les théories sociales et économiques, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol et Gorki...

Ensuite vinrent les discours (...). Les conférences, les débats, les discours aux théâtres, aux cirques, dans les écoles, dans les clubs,

dans les lieux de réunion des soviets, dans les sièges des syndicats, dans les casernes... Les meetings dans les tranchées, sur les places publiques des villages, dans les usines... Quel spectacle magnifique de voir l'usine Poutilov verser ses quarante mille ouvriers pour entendre les socialistes démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes ou qui que ce soit, pourvu qu'ils aient quelque chose à dire. Pendant des mois entiers, à Petrograd et dans toute la Russie, chaque coin de rue était devenu une tribune publique. Dans les trains, dans les tramways, partout éclataient des débats improvisés...

Les conférences et les congrès panrusses rassemblaient les hommes de deux continents : les réunions des soviets, des coopératives,

des zemstvos, des nationalités, des prêtres, des paysans, des partis politiques ; la Conférence démocratique, la conférence de Moscou, le Conseil de la République russe. Trois ou quatre congrès avaient toujours lieu en même temps à Petrograd. On essayait en vain de limiter le temps accordé aux orateurs, chacun restait libre d'exprimer sa pensée.

Nous avons visité le front de la 12^e armée, à l'arrière de Riga, où les hommes, affamés, malades, sans chaussures, languissaient dans

la boue horrible des tranchées ; lorsqu'ils nous virent, ils se dressèrent avec leurs maigres figures, leur chair, bleuie par le froid, qu'on apercevait à travers leurs vêtements déchirés, nous demandant avidement : "Nous avez-vous apporté quelque chose à lire?"»

La contre-révolution allait se briser sur cette force fantastique et cette conscience grandissante dans les semaines suivantes, avant d'être balayée par la classe ouvrière en octobre.



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Oufs contaminés : le profit contre la santé

Le scandale des œufs contaminés touche dix-sept pays de l'Union européenne, et même au-delà, jusqu'à Hong-Kong. L'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas s'accusent mutuellement d'avoir réagi trop tard.

Des élevages industriels de poules pondeuses ont, en fait, utilisé le fipronil, un insecticide toxique, qui a pénétré dans les œufs. Pour l'instant, seuls des élevages hollandais et belges sont incriminés, plus de 200 exploitations sont à l'arrêt et 300 000 poules ont été abattues.

Une alerte lancée en juin 2017 par un exploitant belge avait révélé l'utilisation de ce produit, totalement interdit dans les élevages d'animaux destinés à la consommation.

Les autorités néerlandaises reconnaissent avoir négligé une alerte transmise dès novembre 2016. Et pendant de longs mois des

œufs-coquilles, mais aussi des dérivés industriels et peut-être de la viande de poulet contaminée, se sont écoulés sur les marchés.

Le gouvernement français, comme à chaque crise sanitaire, a commencé par affirmer que le pays n'était pas touché. Puis il a reconnu que 250 000 œufs contaminés étaient entrés sur le marché entre avril et juillet 2017, sans compter les produits entrant dans la composition des pâtisseries, sauces, plats cuisinés ou glaces.

Le gouvernement minimise la crise, en communiquant sur la faible toxicité du fipronil pour l'homme. C'est peut-être vrai pour

les adultes, mais très discutable pour les enfants en bas âge et les femmes enceintes.

Il prétend que la filière est parfaitement maîtrisée en France, du fait de la régularité des contrôles sur les élevages et des autorisations nécessaires pour les produits phytosanitaires. Mais les autorités françaises ont mis des semaines à reconnaître l'origine de ces produits contaminés. Les éleveurs néerlandais ont acheté à deux hommes d'affaires véreux cet insecticide toxique, croyant qu'il était à base d'eucalyptus et de menthol, ce qui en dit long sur le sérieux des contrôles. Ces deux hommes ont fait fortune en vendant ce produit miracle pendant plusieurs années. Ils viennent d'être arrêtés.

Le marché agroalimentaire, comme l'ensemble de l'économie capitaliste, est une jungle dans laquelle opèrent des affairistes sans scrupule recherchant le profit, au mépris de la santé publique. L'opacité du marché leur permet de passer entre les mailles de contrôles peu efficaces, quand ils ne sont pas complaisants.

Alain Chevard



Sanofi - Vitry-sur-Seine : riposte aux sanctions

La direction a profité d'un audit interne en vue d'une inspection FDA (Food and Drug Administration) sur le site de production de Sanofi à Vitry pour tenter d'instaurer un climat de peur et de soumission.

Pour cela, elle a sanctionné deux techniciens du Contrôle qualité de cinq jours de mise à pied pour le premier et deux jours pour l'autre. Elle a trouvé comme prétexte des tickets imprimés illisibles ou inexploitable pour l'analyse, qu'elle était allée chercher dans les poubelles.

La direction se réfugie derrière les sacrosaintes BPF (bonnes pratiques de

fabrication), qui disent qu'il ne faut jeter aucune donnée brute; qu'importe si le matériel dysfonctionne. Du coup, à l'écouter, on pourrait croire qu'aux laboratoires du Contrôle qualité on jette tout. Calomnier est le seul discours de la direction et des cadres qui veulent la suivre sur ce terrain.

Ce genre d'incident aurait pu se produire dans n'importe quel autre labo ou atelier de fabrication. Aussi lors de l'entretien d'une des salariés sanctionnés, le 26 juillet, une soixantaine de travailleurs l'ont accompagnée pour dire à la direction qu'ils refusaient cette politique de sanctions.

L'entretien n'a été qu'un procès à charge, la direction ayant d'avance décidé de sanctionner: deux jours de mise à pied, les 17 et 18 août.

Du coup, un appel à débrayer mardi 8 août a été lancé par le SD (Syndicat démocratique) et la CGT. Malgré la période et les intimidations de la direction, environ 35 travailleurs ont débrayé et interpellé la direction pour lui dire tout ce qu'ils pensaient de sa manière de les sanctionner et de les faire passer pour des incompetents.

Tous étaient satisfaits d'avoir fait cette démarche collective.

Correspondant LO

Cosne-sur-Loire : fermeture des Restos du cœur

Les Restos du cœur de Cosne-sur-Loire dans la Nièvre doivent fermer jusqu'à fin août, parce qu'ils n'ont plus les denrées de base nécessaires à la confection de repas complets. Le dernier arrivage date du 13 juillet et le prochain n'est prévu que le 7 septembre. C'est la première fois que cela arrive depuis que les Restos

existent à Cosne-sur-Loire. Quatre-vingts familles (176 personnes) n'auront pu se ravitailler pendant tout le mois d'août.

Le Secours populaire, lui, a suffisamment de réserves pour l'instant. Mais les subventions sont de plus en plus faibles alors que les charges, les loyers, les achats sont en augmentation.

Le gouvernement vient de prendre 5 euros dans la poche de ces familles pauvres, en diminuant l'APL, et laisse les associations qui les aident se débrouiller comme elles peuvent avec les bénévoles.

L'argent public est en effet surtout consacré à assister les milliardaires!

Correspondant LO



Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Que la cote de popularité de Macron et de son gouvernement soit à la baisse n'a rien de surprenant. Celui qui affirmait n'être « ni de gauche ni de droite » montre chaque jour un peu plus que, derrière cette formule creuse, se trouve un serviteur zélé du Medef, comme ses prédécesseurs.

Les premières attaques contre les travailleurs et les plus démunis ont déjà commencé, avec la baisse des indemnités en cas de licenciement reconnu abusif et celle des aides au logement, ou la hausse de la CSG, notamment pour

les retraités ayant plus de 1200 euros de revenus, et à côté de cela la baisse des impôts des plus aisés.

Les travailleurs ne peuvent se laisser tondre sans réagir. Quel programme devront-ils opposer à celui de Macron, comment pourront-ils s'unir dans la défense de leurs intérêts collectifs? C'est cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter avec tous ceux qu'ils rencontrent au cours de leur tournée d'été.

On trouvera ci-dessous leurs prochaines étapes.

Jeudi 24 août : Tarbes

Vendredi 25 août : Pau

Samedi 26 août : Auch

Savoie/Ain

Lundi 21 août : Annecy

Mardi 22 août : Albertville

Mercredi 23 août :

Chambéry

Jeudi 24 août : Oyonnax

Vendredi 25 août :

Villefranche-sur-Saône

Samedi 26 août :

Bourg-en-Bresse

Bretagne

Lundi 21 août : Quimper

Mardi 22 août : Brest

Mercredi 23 août :

Concarneau

Jeudi 24 août : Lanester

Vendredi 25 août : Vannes

Samedi 26 août : Lorient

Poitou-Charente

Lundi 21 août : Cognac

Mardi 22 août : Angoulême

Mercredi 23 août : Saintes

Jeudi 24 août : Poitiers

Vendredi 25 août :

Châtelleraut

Samedi 26 août : Blois

Lorraine

Lundi 21 août : Nancy

Mardi 22 août : Forbach

Mercredi 23 août :

Sarreguemines/

Farébersviller

Jeudi 24 août : Creutzwald/

Metz

Vendredi 25 août :

Saint-Avold/Metz

Samedi 26 août : Longwy/

Thionville